

disponibles, excepté dans les domaines que le député cite à l'article 2 du bill.

**M. James Hugh Faulkner (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État):** Monsieur l'Orateur, ainsi que le député de Sarnia (M. Cullen), je me suis rendu ici principalement pour discuter des avantages ou des inconvénients de la fête de sir John A. Macdonald. Le fait que les changements apportés à l'ordre des travaux qui figurent au *Feuilleton* ne se reflètent dans nos discours prouve l'extraordinaire souplesse d'esprit des députés de ce côté-ci de la Chambre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Faulkner:** Nos discours sur Sir John A. Macdonald reflètent l'attitude non partisane adoptée par ce côté-ci de la Chambre en matière politique.

Les discours du député de Peace River (M. Baldwin) et de Surrey (M. Mather) m'ont intéressé. Je suis foncièrement en désaccord avec le député de Peace River car il se préoccupe presque exclusivement de l'obtention d'un plus grand nombre de renseignements et d'une plus grande facilité d'accès à ces renseignements pour les députés. Nous constituons un très petit groupe et si un problème surgit en ce domaine, comme c'est le cas, nous n'en faisons pas des montagnes. Ce problème est en réalité une question d'accès à l'information au niveau du public en général. Dans la mesure où je comprends les objectifs de ce bill et où je partage les vues du député de Sarnia, car sa note explicative en est probablement la partie la plus compréhensible, le bill tente de résoudre ce problème précis.

Même si nous acceptons cette mesure comme une réalisation utile de la Chambre, c'est-à-dire rendre les renseignements accessibles au public, il me semble que cela ne suffit pas. La plus grande amélioration que nous puissions apporter à ce problème de participation du public à ses affaires serait de lui fournir suffisamment de renseignements le mettant en mesure de participer intelligemment. Dans ce cas, des changements beaucoup plus radicaux devront être apportés et des réformes beaucoup plus poussées devront être effectuées grâce au financement public d'organismes d'essai groupant des citoyens. Lorsque le public réagira et que des groupes de citoyens se constitueront, après que le gouvernement fédéral aura assuré le financement de certains de ces projets, alors nous saurons vraiment à quel point la Chambre se préoccupe d'une participation significative des Canadiens au processus politique.

**M. Reid:** C'est de la foutaise!

**M. Faulkner:** Le député de Kenora-Rainy River (M. Reid) dit que c'est de la foutaise.

**M. Baldwin:** J'allais justement le dire.

**M. Faulkner:** C'est sans doute la meilleure participation du député depuis longtemps à la Chambre.

**Des voix:** Bravo!

[M. Cullen.]

**Mr. Faulkner:** Je soutiens que si jusqu'à maintenant, les citoyens de Kenora-Rainy River ne se sont pas groupés en associations, ils vont le faire après avoir entendu la remarque du député.

**Des voix:** Bravo!

**M. Reid:** Encore de la foutaise.

**M. Faulkner:** Au moins le député est logique. Par tradition, dans notre pays et dans la plupart des autres pays, le régime électoral a, pardonnez l'expression, lancé pour ainsi dire à la tête du pays, grâce au processus électoral, un groupe de personnes qui, de quelque façon pensent avoir la mission de gouverner le pays, mais en réalité sans avoir à en référer au public, si ce n'est d'une façon très superficielle. Ces personnes agissent avec les technocrates qui ont frayé leur chemin au sein de la fonction publique grâce aux diverses méthodes d'examen, et, ensemble, ils croient que nous dirigeons une sorte d'opération de prestige, que nous menons tout. Cela va changer.

**M. Reid:** Nous n'y réussissons pas très bien.

**M. Faulkner:** L'honorable député de Kenora-Rainy River, qui, sans en avoir l'air, est en train de prononcer un discours, vient d'ajouter que nous ne nous y prenons pas bien. Je ne suis pas d'accord. Si on considère la mise en pratique du concept, nous avons réussi. Le seul inconvénient du système réside dans le fait que le public ne participe pas de façon conséquente au processus de décision. J'y arrive. Dans cette optique, le bill est imparfait de même qu'il est imparfait en ce qui concerne les points soulevés par les honorables députés, mais ses imperfections sont dues au fait que le bill n'aborde pas ce problème fondamental. Il ne va pas assez loin.

Il y a, tout d'abord, le droit de savoir. Je crois qu'Information Canada, malgré l'accueil sarcastique que lui a réservé l'opposition, est un pas important dans la bonne voie, qui aboutira indubitablement à certaines améliorations.

**M. Baldwin:** Ce n'est pas un pas dans la bonne voie; c'est un saut périlleux.

**M. Faulkner:** Je suis convaincu que c'est un pas important dans la bonne direction. Je surveillerai de près l'évolution d'Information Canada car nous pensons tous, de ce côté-ci, que ce genre d'organisme n'est pas à l'abri des abus.

**Des voix:** Bravo!

**M. Faulkner:** Je persiste toutefois à croire que c'est une bonne idée. J'ignore combien de députés ont visité les nouveaux bureaux de la rue Slater. Des moyens d'information y sont à la disposition du public et l'expérience que l'on y tente me semble une mesure constructive et positive qui permettra aux Canadiens d'aborder en toute connaissance de cause les problèmes politiques auxquels ils doivent faire face. Dans le passé, l'un des facteurs caractéristiques de la politique canadienne a été le peu